

Avis adopté

Séance plénière du 14 juin 2023

Les recommandations du CESE pour un contrat ambitieux entre l'agriculture et la société française

Déclaration du groupe Santé et citoyenneté

Le secteur de l'agriculture est en pleine mutation. Si l'objectif premier de son activité, nourrir les femmes et les hommes, demeure, la façon de produire évolue face aux attentes de la société et pour répondre aux enjeux liés à l'environnement, à la préservation des ressources naturelles et à l'urgence climatique.

Le CESE porte ici sa vision d'un Pacte entre la Nation et son agriculture, cherchant à concilier social, sociétal, environnemental et économique.

Une alimentation accessible à toutes et tous, saine et durable représente, pour notre groupe, un axe prioritaire.

L'alimentation comme déterminant de la santé est une préoccupation majeure. L'approche "One Health", préconisée dans l'avis, doit ainsi être prise en compte pour répondre aux enjeux de santé et environnementaux.

Par ailleurs, les conséquences continues des effets de l'inflation et de la crise sanitaire ont amplifié la précarité alimentaire des plus vulnérables. Ainsi, pour la Croix Rouge française, c'est 22 % de personnes accompagnées supplémentaires dont plus de 30 % sont des enfants de moins de 15 ans. Le groupe Santé et citoyenneté alerte, comme d'autres, sur cette situation inquiétante, alors même que l'on craint une pénurie de produits alimentaires.

Comme le souligne l'avis, la restauration collective doit aussi jouer un rôle dans la lutte contre la précarité alimentaire. Elle doit également améliorer la qualité de son offre tout particulièrement au sein des établissements de soins auprès de publics fragilisés.

Les attentes des consommatrices et consommateurs en termes d'information, de garanties sanitaires et environnementales et de traçabilité sur l'ensemble de la chaîne alimentaire n'ont jamais été aussi fortes, et le secteur agricole doit y répondre.

Pour cela, il faut sortir d'une approche cloisonnée et mettre en place une démocratie alimentaire aujourd'hui sollicitée par les citoyennes et les citoyens. Les Projets alimentaires territoriaux qui s'inscrivent dans des logiques environnementales, sociales et économiques et rassemblent les acteurs locaux (ESS, collectivités, agriculteurs, recherche et entreprises) doivent ainsi être renforcés et généralisés.

Enfin, l'agriculture, c'est aussi des femmes et des hommes qu'il faut soutenir et encourager face aux difficultés d'installations et aux conditions d'exercice et de rémunération.

Longtemps complètement invisibilisées, la place des femmes, même si elles bénéficient aujourd’hui d’une plus juste reconnaissance, peine encore à s’affirmer.

Le groupe Santé et citoyenneté partage l’ambition de cet avis et espère qu’il servira à la construction de la future loi d’orientation et d’avenir agricole.